

Pouvoir d'emprunt

pas donné cet outil aux Canadiens, combien il en coûterait aux gens de chez moi pour assurer leurs prêts hypothécaires, qui aujourd'hui sont contractés à des taux dérisoires.

Et parlons de nos jeunes qui sont aidés soit par l'aide sociale, soit par des prestations d'assurance-chômage, soit par des programmes de création d'emplois, à qui tout de même on donne une liberté d'action de progresser. Nous allons bientôt ouvrir chez moi une maison pour la jeunesse pour laquelle le gouvernement canadien a investi des dizaines de milliers de dollars. Pour quelle raison? A fin de donner la chance aux jeunes de s'émanciper, de faire valoir leurs points de vue et la chance de se rencontrer. Voilà le but du gouvernement et des diverses politiques qu'il applique.

Pour les divers programmes d'assurance-santé, d'assurance-maladie, le gouvernement canadien paie des sommes effarantes, savoir 17 milliards de dollars cette année que l'on distribue aux provinces en paiements de péréquation, sans compter ce qu'il paie directement à divers niveaux de la population, que ce soit par l'intermédiaire de subventions dans les domaines agricole ou industriel ou par la création d'emplois directe. Et tout cela est fait pour quoi? Pour faire marcher, pour faire rouler la machine de l'économie.

Monsieur le Président, à mon sens, le pire ennemi qu'un pays puisse rencontrer, c'est l'étroitesse d'esprit et, malheureusement, souvent chez les députés de l'opposition je constate cette étroitesse d'esprit, je la rencontre. Il est tellement facile de dire qu'on est contre le système métrique, ou pour le programme des 6 et 5 p. 100, mais par contre qu'on ne veut pas que cela s'applique, et toutes sortes de choses semblables. C'est ce qu'il faut combattre et c'est ce que le Canada a combattu. Donc ces milliards de dollars vont à un endroit, dans les goussets des Canadiens. Ils ne vont pas ailleurs et à mon avis, il faut que ce Parlement donne au gouvernement la possibilité d'aider les Canadiens qui en ont besoin par les temps qui courent.

[Traduction]

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur le Président, malgré mes efforts, je n'ai pas pu saisir toutes les circonlocutions du député de Lac-Saint-Jean (M. Gimaiel). Mais nous sommes habitués à ses pirouettes oratoires. Il y a un an et demi, il nous a donné sa définition d'un libéral. Il n'y est pas allé de main morte et a même déclaré, à la fin, que n'importe qui pouvait être libéral, même un communiste. Les libéraux peuvent donc être aussi des communistes.

M. Fisher: C'est par souci de démocratie. Nous n'excluons personne, nous. Nous avons l'esprit ouvert.

M. Friesen: Consultez le harsard et vous y verrez, monsieur le Président, les affirmations du député. Je l'ai écouté attentivement, aujourd'hui, présenter sa théorie économique. C'est du marxisme tout craché; non pas du Karl Marx mais du Groucho Marx. En effet, il a des idées plutôt comiques en matière d'économie.

Il affirme, si j'ai bien compris, qu'un budget permet tout simplement au gouvernement de renseigner les Canadiens sur ce qu'il fait de leur argent. Il a raison, certes, monsieur le

Président, mais un budget sert à bien d'autres choses encore. J'espère que le député admettra, après réflexion, que le budget émet certains signaux très précis en direction du milieu des affaires, en ce qui concerne l'intention du gouvernement de susciter la collaboration de tous les secteurs dans la gestion des affaires nationales.

● (1200)

Le dernier numéro du *Bulletin* que publie la Chambre de commerce de Surrey rapporte, par hasard, les propos que tenait l'ancien président du Conseil du Trésor devenu aujourd'hui ministre d'État chargé du Développement économique (M. Johnston), c'est-à-dire le tsar de l'économie canadienne. Les voici:

«Je m'inquiète du besoin aigu que nous éprouvons au Canada en fait de capital-actions, de capitaux de risque qui serviraient à financer de nouvelles entreprises et, bien entendu, à réduire le recours excessif du milieu des affaires aux crédits bancaires. Ce sont les nouveaux placements dans le domaine des biens de capital et de la technologie qui engendrent les bénéfices de production, qui réduisent nos dépenses et qui améliorent notre compétitivité à l'échelle internationale. A mesure que le capital-actions remplace les emprunts, la pression à la hausse sur nos taux d'intérêts s'en trouve ralentie. Diverses propositions ont été faites afin d'encourager les investissements. Le président de la Bourse de Toronto recommande des crédits d'impôt pour favoriser l'achat de titres des corporations canadiennes. Les milieux financiers demandent tous la modification de l'impôt sur les gains en capital, et j'avoue les comprendre, surtout pour ce qui est de soustraire des gains à long terme la valeur correspondant à l'inflation.»

Parmi les problèmes que doivent affronter les hommes d'affaires, monsieur le Président, il faut compter les signaux confus qui leur parviennent des rangs gouvernementaux. Si le clairon sonne faux, comment peuvent-ils se préparer au combat? D'une part, les économistes rigoureux comme l'ancien président du Conseil du Trésor affirment que les emprunts du gouvernement nuisent aux affaires. D'autre part, tous les autres ministres, y compris le député de Lac-Saint-Jean, déclarent que le gouvernement doit emprunter davantage à cause des besoins à satisfaire. Tant que le gouvernement n'enverra pas de message clair, le milieu des affaires ne saura pas à qui se fier pour établir ses prévisions.

En fait, c'est l'ancien président du Conseil du Trésor qui a raison. Lorsque le gouvernement emprunte au rythme de 30 milliards de dollars par année, comme il veut le faire, principalement auprès des Canadiens, il entre en concurrence directe avec les entreprises qui ont aussi besoin de ces capitaux. Ce faisant, le gouvernement exerce des pressions sur les taux d'intérêt. Un des établissements de crédit de ma circonscription a vendu pour 1.5 million de dollars d'obligations d'épargne parce que le taux d'intérêt payé par le gouvernement était si élevé qu'il paraissait plus avantageux que ce que pouvait offrir le milieu des affaires. Ainsi, en l'espace d'une journée, le gouvernement a accaparé 1.5 million de dollars qui auraient pu être prêtés à des entreprises canadiennes. Et voilà maintenant que, pour financer ses activités, il emprunte sur un an 30 milliards qui auraient pu être injectés dans les milieux d'affaires. Ce resserrement de la marge de manœuvre des entreprises apparaît comme la première conséquence néfaste des emprunts du gouvernement qui, en fait, les empêchent ainsi de réaliser leur plein potentiel économique.